

Quelques simples calculs

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses**

Band (Jahr): **9 (1921)**

Heft 113

PDF erstellt am: **18.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-256608>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

prononcé contre une loi sur le repos hebdomadaire, qui nous paraissait offrir également de nombreux avantages sociaux. Berne et Fribourg se sont ajoutés à la liste des cantons où fonctionne le régime de la proportionnelle, et Genève a repourvu les postes devenus vacants au Conseil des Etats et au Conseil d'Etat par le décès de M. Henry Fazy. Chose intéressante à relever ici, le candidat officiel du parti radical, M. Albert Malche, avait fait, dans son programme électoral, une place au suffrage des femmes « au nom du véritable suffrage universel. » Ce qui n'est point d'ailleurs pour nous étonner, M. Malche ayant été l'un des premiers hommes politiques radicaux, si ce n'est le premier, à prendre ouvertement et publiquement parti pour l'émancipation politique de la femme, mais qui est une des raisons de plus pour regretter que, esprit ouvert, souple et intelligent, M. Malche ne soit pas entré au Conseil d'Etat auquel il aurait apporté un peu d'inspiration renouvelante. Quant au nouveau représentant de Genève au Conseil des Etats, c'est M. Jean Sigg, un suffragiste, lui aussi, de la première heure. Il ne doit pas y en avoir pléthore dans notre Chambre Haute.

* * *

Et le chômage continue et atteint des proportions inquiétantes. A Genève, l'Office cantonal accusait, il y a quelques jours à peine, un millier de femmes chômeuses, soit le double du chiffre que nous indiquions, il y a trois semaines. On n'ose guère penser à l'accumulation de misères et de souffrances que cela représente.

Toutefois, depuis que nous avons traité ici cette question (et un passage de notre article a eu les honneurs d'une lecture au Grand Conseil), un fait nouveau est intervenu en ce sens que l'on ne s'est plus borné à des phrases et à des considérations philanthropiques, mais que l'on a agi. De par l'initiative privée, une grande Commission s'est formée, à laquelle le Conseil d'Etat a été trop heureux de remettre la tâche qui l'effrayait. Des crédits ont été votés, des subventions accordées, certaines communes se sont mises à l'œuvre, et toutes les bonnes volontés se groupent dans un effort commun d'entraide matérielle et morale. En ce qui concerne les femmes, dix mille francs ont été mis à la disposition de l'Union des Femmes pour faire travailler les chômeuses, et d'autres projets sont à l'examen. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

E. Gd.

Quelques simples calculs

Dans une de nos récentes chroniques de quinzaine, parlant de la grève des imprimeurs de décembre 1920 à Genève, nous disions qu'elle nous avait été clémente, n'ayant empêché en rien la parution de notre journal. « Pour le moment », ajoutions-nous, car nous nous attendions forcément au contre-coup inévitable de ce renchérissement de salaires chez les typos : l'augmentation de nos frais d'impression. Et dès les premiers jours de janvier 1921, nous étions effectivement informées que, dès ce moment et jusqu'à nouvel avis (fin mars probablement, la décision concernant les salaires de l'imprimerie devant être révisée à cette date, et peut-être en faveur d'une nouvelle augmentation), le prix de notre numéro était relevé de 20 fr. par 1000 exemplaires.

Bon. Cela paraît peu à première vue, à ceux qui ne peinent pas depuis le début de la guerre pour équilibrer la situation financière d'un journal. Mais pour nous, qui savons la marche ascendante, des années durant, de nos frais d'impression, ces 20 fr. en surplus chaque fois que paraît un numéro ont une signification tout autrement inquiétante.

Nous allons en toute simplicité et en toute franchise donner ici des chiffres. Car il est nécessaires que les amis du *Mouvement Féministe* sachent quelles sont et doivent être ses conditions d'existence.

Quand notre journal est venu au monde, en novembre 1912, nous payions 90 fr. le numéro à 1000 exemplaires. Aujourd'hui nous le payons 240. Presque le triple.

240 fr. pour 1000 exemplaires, cela fixe le prix de revient du numéro, pour les frais d'impression seulement, à 24 cent. Joignons-y un centime et demi de frais d'expédition (pliage, mise sous bande, adresse, etc.) et $\frac{3}{4}$ de centime de port (ceci jusqu'en juin seulement, date à laquelle les taxes d'expédition des journaux seront relevées); le prix de revient de chaque exemplaire est donc exactement de 26 cent. $\frac{1}{4}$. Or nous vendons notre numéro 25 cent. doutant très fort qu'on nous l'achète à un prix supérieur, et sur ces 25 cent. doit encore être prélevée, dans les kiosques et les dépôts, une commission qui varie du 25 au 40 %.

Nous perdons donc sur chaque numéro qui se vend en dehors de l'abonnement. Et nous perdons également sur l'abonnement. Car, par une simple multiplication, si le numéro nous revient 26 cent. $\frac{1}{4}$, les 24 numéros qui paraissent durant l'année nous coûtent 6 fr. 30. Or, l'abonnement au *Mouvement* est de 5 fr.

Et qu'on s'en rende bien compte, les chiffres que nous venons d'indiquer correspondent exclusivement à ces trois postes de notre budget : impression, expédition, ports. Pas un centime n'est payé pour frais d'administration, de rédaction, de collaboration. Pas un seul membre de la pléiade dévouée, toujours prête à tous les travaux, toujours disposée à toutes les recherches documentaires, de nos collaborateurs, qui émarge à notre budget. La collaboration au *Mouvement* est absolument gratuite, et ce fait nous prive, pour le dire en passant, de concours intéressants. Nous savons bien d'ailleurs qu'il est parfaitement anormal qu'un journal ne rétribue pas ses collaborateurs, puisque, et de plus en plus, tout travail mérite son salaire : mais qu'on veuille bien nous dire alors comment nous y prendre.

Sans compter qu'à ces trois postes de notre budget s'en ajoutent d'autres : frais considérables de correspondance (que la lettre à 20 cent, ne va pas alléger), de bureau et d'administration (par exemple : chaque bulletin de versement à notre compte de chèques, imprimé à notre adresse pour éviter les innombrables et incroyables erreurs qui se produisent sans cette précaution, nous revient à près de 8 centimes, taxe postale comprise, et tant de nos abonnés oublient de payer le sou supplémentaire que nous leurs demandons!), de publicité (car nous estimons nécessaire de nous faire connaître en publiant notre sommaire dans plusieurs journaux très répandus en Suisse romande et alémanique), de dédommagement à nos collaborateurs pour les frais que nécessitent leurs articles, etc., etc.

Comment alors vivons nous ? Par quel fonds secret alimentons-nous ce fleuve toujours roulant de dépenses, minimes souvent en elles-mêmes, mais qui, multipliées par mille, finissent par chiffrer formidablement ? Tout simplement parce qu'en 1912, lors de la création du *Mouvement*, nous avions pris la précaution de constituer avec l'aide de quelques amis un fonds de garantie. Que, dans l'âge d'or de l'avant-guerre, quand nous payions trois fois moins que maintenant à l'imprimeur, non seulement nous ne perdions pas sur chaque abonnement, mais encore nous gagnions (et cependant, le prix était de 2 fr. 50) et qu'ainsi nous avons pu capitaliser une petite réserve, qui nous a permis de vivre jusqu'à maintenant. Mais, au train dont vont les

revendications de MM. les typographes d'une part, et les exigences des tarifs postaux nationaux et internationaux d'autre part, notre réserve est en train de se tarir complètement. Et l'une des prochaines tâches du Comité du *Mouvement Féministe* va être d'envisager les moyens de la reconstituer.

Nous ne disons point cela — que nos lecteurs se rassurent — pour tendre la main. Nous répugnons à la mendicité. Nous ne le leur disons point non plus pour les préparer tout doucement, en entourant la pilule de beaucoup de sucre, à une élévation du prix de l'abonnement. Tel qu'il a été fixé, tel il restera cette année en tous cas. Et comme nous ne désirons point recruter nos lecteurs parmi des millionnaires, mais dans toutes les classes, dans les milieux laborieux, comme dans les milieux privilégiés, nous éprouvons beaucoup d'antipathie à renchérir notre tarif, et nous n'y viendrons que forcées par les circonstances.

Mais si nous mettons nos lecteurs et nos amis au courant de notre situation financière, que quelques-uns d'entre eux ignorent avec la plus parfaite candeur, c'est parce que nous croyons qu'ils peuvent contribuer dans une certaine mesure à y remédier.

Il est frappant, en effet, de constater comment, pour beaucoup de nos partisans, être féministe, c'est donner paisiblement son assentiment de principe à nos idées, mais ne pas faire le moindre effort, le moindre sacrifice pour les soutenir. On semble croire que l'idéal féministe se réalisera par la grâce mystérieuse de quelque pouvoir immatériel, et que se dépenser pour lui, s'abonner par exemple à un journal qui s'est fait son porte-paroles, est pleinement superfétatoire. Combien de ces réponses déconcertantes n'ont pas reçues celles de nos collaboratrices dévouées qui s'efforcent de nous recruter des abonnés ! combien n'en avons-nous pas entendu nous-mêmes : « ... J'ai déjà tant de journaux, inutile d'en ajouter un autre à ma liste ... Je n'ai pas le temps de lire... J'ai déjà promis mon appui à tant de Sociétés et de Comités que je ne puis vraiment pas encore... Les temps sont durs, il faut se restreindre... » Etc., etc.

Que ce soient des personnes indifférentes à notre mouvement, absorbées dans d'autres tâches leur paraissant plus pressantes que la nôtre, qui s'expriment ainsi : nous n'avons qu'à nous incliner. Mais que ce soient des féministes convaincus, des membres de nos Associations suffragistes, ou de nos Unions des Femmes romandes, qui sont pratiquement des suffragistes elles aussi, c'est ce que nous ne comprenons pas et ne comprendrons jamais. Car le féminisme ne doit pas être, ne peut pas être un vague dilettantisme, une sympathie supplémentaire à beaucoup d'autres : n'est vraiment féministe que qui fait effort pour ses idées. Effort de temps, de peine, d'argent. Car, à moins de cas spéciaux, de difficultés extraordinaires, on ne nous fera pas croire que 5 francs d'abonnement déséquilibrent complètement le budget annuel d'un vrai ou d'une vraie féministe. Combien n'hésiteront pas à s'offrir durant le courant de cette année, un petit plaisir de délassement, de toilette, de vanité, qui creusera un trou bien plus considérable dans leurs finances, et que l'idée du devoir féministe de faire à la Cause, qui est la leur, le sacrifice de ce petit plaisir n'effleurera pas seulement... Et pourtant, ne devons-nous pas faire toutes des sacrifices, pour la Cause, de la première à la dernière de ses adhérentes ?

Des mathématiciens épris d'infailible logique nous objecteront, il est vrai, que, si chaque abonnement nous apporte un déficit de fr. 1,30, mieux vaudrait alors diminuer le nombre de nos abonnements afin de diminuer aussi la somme de ce déficit. Seulement ce raisonnement nous conduirait en le suivant jusqu'au bout, à supprimer même fr. 1,30 de déficit en supprimant le journal tout simplement ! Et puis, il se

passerait dans le domaine de l'imprimerie ce phénomène inconnu en mathématiques : c'est que plus on achète, moins cher cela coûte. Le deuxième mille d'un journal est toujours bien inférieur de prix au premier mille, si bien que le prix moyen de revient de chaque numéro ne se trouverait plus alors excéder son prix de vente.

Il est encore une ressource que certains de nos amis nous avaient conseillé de mettre à profit pour rétablir l'équilibre dans nos finances : les annonces, le grand facteur de prospérité de la presse moderne. Certes, il nous serait fort agréable que le produit de notre dernière page couvrit complètement les frais de la moitié, par exemple, de notre numéro, ou même de deux autres pages seulement : mais là encore nous nous heurtons à la même difficulté suscitée par nos dépenses d'impression. Chaque annonce, en effet, établie sur ce tarif-là, serait d'un prix si considérable qu'elle ferait fuir tous les annonceurs à but social, philanthropique, tous les amis de notre journal, qui s'efforcent — et nous leur en exprimons ici notre plus sincère reconnaissance — de nous venir en aide de cette façon ; et les autres annonceurs, gens de commerce capables de supporter, eux, ces frais, nous répondent inévitablement que nous n'atteignons pas un cercle assez étendu pour que la publicité dans nos colonnes puisse être selon l'expression consacrée « véritablement intéressante ». Et ainsi, tout se résume toujours dans cet axiome : chercher des abonnés.

Fin décembre et durant tout le mois de janvier, des abonnés de 1920 nous ont annoncé, les uns par un mot aimable de regrets, les autres par un simple « refusé » en travers de la bande d'adresse, que nous ne pouvions plus compter sur eux. Les remboursements qui ont été mis à la poste, il y a quelques jours, vont nous apporter, nous le savons d'avance, encore nombre de réponses analogues. Et les nouveaux abonnés ne se sont point inscrits en nombre suffisant, bien loin de là, pour les remplacer.

Sans phrase et dans toute sa pure aridité arithmétique, telle est notre situation. Aux véritables féministes maintenant, à ceux qui sont profondément convaincus de la nécessité de nos revendications, de savoir ce qu'ils ont à faire.

LA RÉDACTION.

De-ci, De-là...

Nous avons le plaisir d'informer nos lecteurs que les articles parus ici même, de septembre à décembre 1920, sur la *Question des mœurs et la réglementation d'après l'enquête de M. Abram Flexner* viennent d'être réunis, par les soins de la Fédération abolitionniste, en une brochure de propagande et de documentation à la fois pour l'idée abolitionniste. Le prix en est de 60 cent., et franco par la poste de 70 cent. On peut se la procurer, soit au siège de la Fédération abolitionniste internationale, 3, rue du Vieux-Colège, Genève, soit au Secrétariat romand d'Hygiène sociale et morale, Valentin, 14, Lausanne, soit encore auprès de notre Administration.

Les Femmes et les Livres

Au moment d'ouvrir, par un premier article, la série de chroniques littéraires annoncée par la rédaction dans le numéro du 10 janvier, qu'il me soit permis d'adresser quelques mots aux lectrices du *Mouvement Féministe*. Nous voudrions avant tout éviter un malentendu. De tout temps, c'est dans le domaine de la littérature que la femme a contribué de la façon la plus constante à l'effort créateur de l'humanité en général. Certains noms, tels que celui de Mme de Sévigné, resteront à jamais célèbres. Aujourd'hui, des champs de travail plus variés s'ouvrent aux femmes ; mais du même coup s'accroît le nombre de celles